



Editorial

Sommes-nous à l'aube d'une nouvelle révolution industrielle ?

Après la vapeur et le charbon, le pétrole et l'électricité, l'informatisation, l'Intelligence Artificielle (IA) et la robotique vont-elles révolutionner notre mode de vie ?

Prenons quelques exemples :

Le robot *Ubo* a la particularité d'avoir été pensé à la fois comme un robot au service des personnes âgées et comme un compagnon conversationnel. Il supervise en temps réel la santé physique et morale de son propriétaire. Il fonctionne de concert avec un bracelet connecté. Au moindre signe de problème, le robot est à même d'alerter les secours ou les proches de la personne âgée.



Robot UBO



Robot Baryl



Robot In Situ Fabricator

Le Robot *Baryl* est une poubelle mobile qui se déplace de manière aléatoire dans un espace mais qui est capable de détecter et d'aller à la rencontre d'un client souhaitant lui remettre un déchet. Une fois pleine, cette poubelle retourne à sa base pour être vidée par un agent d'entretien.

Je mentionne encore le robot Pepper capable d'accueillir et de renseigner des visiteurs, le robot sur chenille *In Situ Fabricator*, la nouvelle machine sortie d'un laboratoire de l'école polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), capable de remplacer partiellement un maçon.

L'intelligence artificielle devrait aussi remplacer partiellement le travail du journaliste (IA Articoolo), des avocats, etc.

À l'évidence, l'IA et la robotique sont déjà en train de remodeler notre société.

Selon certaines études, d'ici 15 ans et principalement dans les pays en voie de développement, un grand nombre d'emplois seraient remplacés par l'IA et les robots augmenteraient ainsi la productivité au détriment de l'emploi.

À titre d'exemple, la société Adidas a rapatrié en Allemagne, dans une usine entièrement robotisée, une partie de sa production de chaussures. Nous assistons avec cet exemple au début d'un mouvement de relocalisation industrielle, mais cette fois de l'Extrême Orient vers l'Europe. Les bénéfices en coûts de transport et le prix de la main-d'œuvre augmentant en Chine sont les vrais justificatifs de

ce mouvement, même si la société Adidas met en évidence la diminution de pollution grâce aux trajets économisés et les droits humains non respectés ou les conditions de travail inacceptables dans les pays de production actuels. La réalité est que remplacer des travailleurs asiatiques par des robots « made in Germany » utilisant des ingénieurs et des techniciens de maintenance allemands sera réellement plus rentable.

Les conséquences de ces changements sont multiples :

- **Au niveau géopolitique** : cette robotisation avec rapatriement de la production ne sera pas sans conséquence pour les pays producteurs. La Chine et les autres pays producteurs pour l'Occident doivent impérativement développer leur marché intérieur s'ils veulent éviter des conflits sociaux internes ;
- **Au niveau social** : une concurrence s'installera lorsqu'un employeur aura à choisir entre engager un travailleur ou installer un robot, partant du principe que le robot ne fera pas grève et ne sera pas revendicatif ;
- **Au niveau éthique et philosophique** :
 - de réelles questions restent ouvertes. L'IA est essentiellement composée d'algorithmes, sorte de boîte noire pour le commun des mortels et peut être exploitée sans contrôle adéquat ; en particulier dans le domaine de l'armement (les « robots tueurs ») ;
 - des algorithmes basés sur des tendances historiques utilisés par la police à titre prédictif (USA) renforcent les préjugés existant contre certaines populations et ethnies ;
 - comment va-t-on gérer la responsabilité du robot ? Quid lorsqu'une voiture autonome renversera un enfant ? Quid lorsqu'un robot UBO se trompera dans la posologie de médicaments ? Quid lorsqu'un robot se sentant menacé agressera un humain ? Le robot n'ayant pas de conscience, sera-ce un simple accident du travail ?

Un changement de société est en cours et s'il reste encore beaucoup de questions à régler, nous ne pouvons ignorer cette évolution, en appeler à notre responsabilité et saisir toutes ses opportunités.

Dans le contexte de l'investissement à moyen terme, la Sicav Conventum Createrra World Progress investit depuis longtemps et avec succès dans un tracker sur la robotique.

Bernard Vulfs
Associé-Directeur

Dans ce numéro :

Economies - Marchés -
Stratégie : les tendances 2

Asset allocation 3

Indexes 3

Investment School :
la gestion passive 4

Economies - Marchés - Stratégie: les tendances

Le troisième trimestre de l'année n'a pas été le théâtre d'une grande volatilité sur les marchés. Pourtant, l'actualité durant l'été aurait pu donner lieu à de fortes secousses. Les différents ouragans ravageurs (Harvey, Irma et Maria) qui ont notamment touché le Texas, la Floride et les Caraïbes ont provoqué des dégâts d'une ampleur extraordinaire mais ont à peine fait baisser les bourses. Les tensions croissantes entre la Corée du Nord et les Etats-Unis (ainsi que les joutes verbales de plus en plus agressives entre Kim Jung-un et Donald Trump) ont par moments attisé la nervosité sur les marchés mais sans casser leur tendance haussière.

En outre, le dollar US a continué de perdre du terrain face à l'euro qui a dépassé le seuil psychologique des 1,20 début septembre (pour toutefois se redresser légèrement fin septembre). Depuis quelque temps déjà, l'anticipation d'une croissance économique plus solide sur le Vieux Continent contribue à pousser la devise européenne à la hausse. Récemment, cette anticipation de croissance a été relevée à 2,2% sur l'ensemble de l'année, contre 1,9% initialement. Cette baisse du dollar n'a pas empêché les marchés européens de boucler le trimestre sur une note positive alors qu'une baisse du billet vert a un impact négatif sur les sociétés européennes exportatrices.

Le 20 septembre, la banque centrale américaine (la Fed) a annoncé qu'elle commencerait à réduire son bilan en octobre au rythme de 10 milliards de dollars par mois. Au départ, le produit des obligations échues ne sera pas réinvesti. La Fed manifeste ainsi son intention de poursuivre la normalisation de sa politique monétaire. Cette réduction du rôle de la Fed, qui intervient 10 ans après le début de la crise financière, correspond dans les faits à un léger resserrement de la politique monétaire.

La Fed a également indiqué qu'elle prévoyait une hausse du taux d'intérêt au jour le jour d'un quart de pourcent en décembre (la 4e depuis l'élection de Donald Trump) ainsi que trois autres en 2018, si l'économie évolue comme prévu.

Enfin, la Fed a relevé ses prévisions de croissance pour l'économie américaine à 2,4% en rythme annuel contre 2,2% prévus en juin. La Fed estime que l'économie performe bien et se montre confiante dans les perspectives de l'économie réelle; et cela malgré les passages de Harvey et Irma sur le territoire américain qui ont englouti dans leur sillage quelques points de croissance. On parle d'une facture de près de 300 milliards de dollars.

Du côté de la banque centrale européenne (la BCE), celle-ci continuera à racheter pour 60 milliards d'euros d'obligations par mois jusque fin de l'année pour ensuite réduire progressivement ses achats stimulants (probablement début 2018).

Les nouvelles en provenance de la Chine peuvent être également considérées comme rassurantes : les autorités semblent contenir la bulle immobilière quitte à légèrement peser sur le rythme de la croissance. Visiblement, les marchés boursiers chinois semblent convaincus pour le moment.

Si on résume la situation générale, on peut estimer que de nombreux indicateurs sont au vert (croissance mondiale, très faible taux de chômage aux Etats-Unis, économie européenne plus vigoureuse qu'attendu, résultats des grandes entreprises US et européennes conformes ou meilleurs que prévus, consommation à la hausse quoique sans excès).

Seule ombre (macroéconomique) au tableau : l'inflation reste historiquement très faible. Mais la théorie économique nous a enseigné qu'un taux de chômage faible finit toujours par entraîner une hausse des salaires et donc de l'inflation.

Les risques géopolitiques ont pour le moment très peu d'influence sur les marchés.

Nous conservons une exposition assez modérée aux actions américaines en comparaison aux bourses européennes en raison d'une valorisation élevée, délicate en cas de résultats décevants des sociétés US dans le futur proche.



En pratique, nous préconisons l'asset allocation suivante pour un portefeuille équilibré (EUR).

Asset allocation préconisé pour un investisseur MEDIUM (maximum 50% actions) en EUR:

Allocation d'actifs		Exposition devises	
Total actions individuelles et fonds actions (immobilier inclus)	45%	EUR	83%
actions européennes	29%	USD	12%
actions américaines	11%	Autres	5%
actions émergentes + Japon	5%		
Obligations et fonds obligataires	25%		
Fonds alternatifs	17,50%		
Divers (Or et autres matières premières)	4%		
Liquidités	8,50%		
	100%		100%

Lignes directrices de notre politique-maison. Pour de multiples raisons, des différences, parfois substantielles, peuvent exister entre plusieurs portefeuilles.
Clôture de rédaction : 02/10/2017.

Charles Bok
Associé-Directeur

Fabien Plancq
Senior Wealth Manager

Indexes

EQUITIES	2017 Q3	YTD
Euro Stoxx 50	4,44%	9,25%
STOXX Europe 600	2,32%	7,40%
CAC 40 (Paris)	4,08%	9,61%
BEL 20 (Brussels)	5,91%	11,41%
S&P 500 (New York)	3,96%	12,53%
NASDAQ (New York)	5,79%	20,67%
NIKKEI 225 (Tokyo)	1,61%	6,50%

BONDS	2017 Q3	YTD
Bloomberg EUR Investment Grade European Corporate Bond Index	0,99*%	1,25%
Bloomberg US Corporate Bond Index	1,37%	5,22%
Bloomberg USD Emerging Market Corporate Bond Index	2,60%	8,07%

COMMODITIES (in USD)	Gold	Silver	Oil (WTI)	Bloomberg Agriculture
As at 29/09/17	1.279,75	16,66	51,67	48,63
As at 31/12/16	1.147,50	15,93	53,72	53,92
%	11,53%	4,57%	-3,82%	-9,81%

CURRENCIES	USD	GBP	CHF	JPY
As at 29/09/17	1,1814	0,8820	1,1440	132,9200
As at 31/12/16	1,0517	0,8535	1,0721	122,9700
%	-10,98%	-3,23%	-6,29%	-7,49%

Investment School : la gestion passive

En 1974, Paul Samuelson, prix Nobel d'économie, constatait avec embrasement qu'une large majorité d'investisseurs professionnels ne battaient pas leur indice de référence sur le long terme et leur suggérait avec ironie de faire quelque chose d'utile de leur vie, de la plomberie par exemple.

L'année suivante, inspiré par les travaux de Samuelson, John C. Bogle, fondateur de la société Vanguard, lançait le premier fonds indiciel de l'histoire, aussi appelé tracker ou Exchange Traded Fund (ETF). Son idée était de créer un fonds qui investirait exactement dans les mêmes valeurs et les mêmes proportions que l'indice S&P500 (principal indice des actions américaines). L'avantage de cette méthode est qu'elle garantit une performance quasiment identique à celle du marché (la différence provient des faibles frais), qui est donc supérieure à la majorité des gestionnaires actifs.

Depuis cette période, et plus particulièrement ces dernières années, l'offre de fonds indiciels s'est fortement développée. En plus des trackers sur tous les grands indices géographiques

(CAC40, BEL20, DAX,...), certaines institutions financières dupliquent des indices de style comme par exemple un indice sur les sociétés européennes de forte croissance ou encore des indices thématiques sur la robotique, l'eau ou le vieillissement des populations,...

En Février 2017, le marché des ETF européens représentait à lui seul 2385 produits pour un encours avoisinant les 500 milliards d'euros. L'encours total des ETF dans le monde dépasse les 3.000 milliards de dollars !

Dans ce contexte, la gestion par fonds indiciels, dite gestion passive, offre de nombreux avantages. Elle nous permet de cibler les secteurs, pays ou thématique désirés correspondant à nos analyses macro-économiques, tout en maintenant une bonne diversification, une liquidité satisfaisante et des frais de gestion très faibles.

Raphaël Vulfs
Portfolio Manager

Source : Lipper et AMF



Annie Tant (26.10.1959 – 07.09.2017)

Notre collègue Annie s'est éteinte ce jeudi 7 septembre après avoir lutté avec dignité contre la maladie.

Sa force de caractère, son énergie joyeuse et communicative nous manquent déjà.

Nous restons admiratifs de son dévouement et du talent qu'elle a mis au service de notre entreprise et de notre clientèle.

Nous présentons à son époux, à ses enfants et petits-enfants nos plus sincères condoléances.

CREATERRA SA

Createrra SA est une société indépendante de gestion de patrimoines au service des investisseurs à la recherche de solutions globales et personnalisées.

La gestion journalière des portefeuilles de nos clients repose à la fois sur un processus décisionnel très précis et sur le respect permanent de leurs desiderata particuliers.

Les portefeuilles dont la gestion nous est confiée sont déposés en toute sécurité auprès d'une institution bancaire de renom.

Nous avons développé depuis plusieurs années une grande expertise dans le domaine de la structuration de patrimoines, notamment à travers des assurances patrimoniales.

Notre équipe est à votre disposition en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg où se trouve notre siège social.

Createrra SA est sous le contrôle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier luxembourgeois. Notre succursale belge est sous la tutelle de la Banque Nationale de Belgique.

Createrra SA est auditée par Grant Thornton Lux Audit S.A.

Belgique

66 rue du Tabellion,

1050 Bruxelles

Tel + 32 (0)2 346 26 76

Fax + 32 (0)2 346 10 45

Luxembourg

6 rue d'Arlon,

8399 Windhof

Tél + 352/45 16 36 1

Fax + 352/45 16 38

www.createrra.com



CREATERRA
Partenaire de votre Patrimoine